

8 avril 2014 - n° 37

Lettre éditée
par la cellule Veille et Riposte
du Parti socialiste



Édito



Repartir

Il n'y a pas un militant socialiste qui n'ait durement éprouvé notre échec aux élections municipales. Non, évidemment, que nous ne nous engagions pas pleinement dans les élections nationales qui décident du pouvoir national ! Mais, là, il s'agit d'un engagement personnel et affectif, là où nous vivons. Nous savons, avec quelques jours de recul, que la cause principale - au-delà de spécificités locales - ne tient pas dans une adhésion qui se serait portée sur l'UMP, ses dirigeants et ses thèses, mais à la dépression électorale qui nous a touché. Le Président de la République en a tiré immédiatement les conséquences. Le nouveau gouvernement de Manuel Valls devra y répondre, en assurant les deux urgences du pays : le redressement économique et la réduction des inégalités. La feuille de route sera donnée cette semaine, dans le discours de politique générale. Nous aurons besoin ensuite, d'abord, de détermination pour obtenir des résultats et leur donner un sens politique. Nous aurons aussi besoin - disons-le - d'une réelle coordination entre le gouvernement, le Parlement et le Parti.

Reprendre l'initiative demande de ne rien laisser passer dans les contradictions de la droite et les hypocrisies du Front national. Ces élections municipales permettent d'éclairer le débat sur la nature actuelle du système politique. Le Front national prétend être la « troisième force » de la vie politique, avec l'ambition de faire éclater le clivage entre la droite et la gauche. La réalité montre, en fait, qu'il y a un rapprochement réel entre les électors de l'UMP et du Front national. Au deuxième tour des élections, ils se sont mêlés pour faire battre avant tout les candidats de gauche. Le clivage entre la droite et la gauche demeure donc. Il est même renforcé, compte tenu de la stratégie des dirigeants de l'UMP - avalisant celle mise en œuvre par Nicolas Sarkozy - de reprendre des thèmes du parti de Marine Le Pen. Le « ni-ni » de Jean-François Copé - accepté par tous, Alain Juppé y compris - veut, en fait, dire, « ni à gauche, ni à gauche » !

Pour autant, il n'y a pas un « bloc » droite-extrême droite uni. Car, l'UMP, dans les (rares) propositions qu'elle fait, n'a pas d'autres politiques que d'annoncer des mesures brutales d'inspiration néo-libérale que le Front national dit condamner. Autrement dit, nous ne pouvons pas nous contenter d'évoquer une stratégie de Front Républicain pour faire face au défi du Front national. Il y a eu une « banalisation » des deux côtés, du Front national et de l'UMP. Nous devons faire avant tout de la politique, en amenant la droite à se découvrir, à dire ce qu'elle compte faire, à mettre en évidence l'étendue de ses désaccords en matière économique et sociale.

Les conditions pour que le Parti socialiste retrouve sa force d'attraction tiennent dans la capacité, qui doit être la sienne, de donner un sens à la politique menée et d'y contribuer et de mener un débat politique sans concession dans l'opinion contre la droite et l'extrême droite.

Alain BERGOUNIOUX

Les confusions de l'UMP

La séquence municipale a fait oublier quelque peu la tribune adressée par Nicolas Sarkozy, le 20 mars dernier, au *Figaro*. Ce n'est pourtant pas si loin ! L'ancien chef de l'Etat y exprime une défiance absolue à l'égard de l'institution judiciaire, confirmant ainsi sa politique tout au long de son quinquennat. Il exprime son aversion pour les juges indépendants, leur place et leur rôle, et donc, pour le fonctionnement même d'un Etat de droit. L'indépendance des juges représente, en effet, le meilleur antidote à l'arbitraire.

Une tribune révélatrice. Il confirme, surtout, une conception de l'autorité judiciaire et de sa mission, fondée sur une forme d'instrumentalisation permanente par l'exécutif, en particulier dans toutes les affaires sensibles. Il accentue donc sa critique de tous les corps intermédiaires, dans la droite ligne du discours distillé par Patrick Buisson, lors de la dernière partie de son quinquennat.

Le scrutin municipal a été l'occasion pour l'ensemble de la direction politique de l'UMP d'approfondir la logique du « ni-ni », contrairement à l'UDI et au MODEM, qui se sont positionnés différemment.

Il ajoute une perte de contrôle avec une référence pour le moins inappropriée, voire extravagante, à la Stasi, référence d'ailleurs condamnée par Alain Juppé. Volonté de choquer ou provocation gratuite ? En tout cas, cette saillie n'est pas digne d'un ancien Chef d'Etat, ni d'un éventuel futur postulant. D'autant qu'il faut rappeler que la procédure utilisée en l'espèce, pour décider et mettre en œuvre les écoutes téléphoniques dont il a été l'objet, a été ordonnée par un juge d'instruction, dans le respect d'une loi votée en 2004, à son instigation, comme ministre de l'Intérieur, avec l'accord de Dominique

Perben. À l'époque, il ne résistait jamais à la tentation de brocarder les droits de la défense. Ce comportement va de pair avec la stratégie électorale réaffirmée par l'UMP, en particulier entre les deux tours de scrutin municipal. Cette séquence politique a, en effet, été l'occasion pour l'ensemble de la direction politique de l'UMP d'approfondir la logique du « ni-ni », contrairement à l'UDI et au MODEM, qui se sont positionnés différemment. En clair, en cas de duel Front national-Parti socialiste, l'UMP refuse de choisir en faveur du parti de Jean Jaurès, de Léon Blum et de François Mitterrand. Et, il l'a démontré dans les faits.

Le principal parti de droite refuse d'accorder sa préférence à un parti qui a toujours défendu, conforté et fait vivre les principes de liberté, s'est dressé contre toutes les formes d'autoritarisme ou de nationalisme.

L'ultime argument, ou plutôt le dernier alibi, utilisé, en particulier, par Jean-François Copé, pour justifier cette position, consiste à poser une fausse symétrie entre extrême droite et Parti communiste et à dénoncer, dans la même démarche, l'alliance de la gauche. Rappelons que le Parti communiste fait partie de l'arc républicain et de la tradition démocratique française ; qu'il a participé à chaque extension des libertés politiques et sociales, lors de chacun de ses passages au pouvoir, qu'il s'agisse de la Libération, dans le gouvernement du « tripartisme », du début des années 80, sous l'autorité de Pierre Mauroy, ou du gouvernement Jospin, de 1997 à 2002.

L'association du Parti socialiste et du Parti communiste a correspondu, depuis près de 70 ans, à des conquêtes majeures, comme la Sécurité sociale, les progrès du droit du travail, l'abolition de la peine de mort, la fin des tribunaux d'exception, la décentralisation, la mise en place des radios libres, toutes les luttes réussies contre les discriminations de toutes sortes.

Un mauvais procès. En fait, la direction de

l'UMP intente, rétrospectivement, un mauvais procès au gaullisme historique, dont la vocation originelle et la grandeur ont été de combattre, avec d'autres, souvent à gauche, l'action et les thèmes de la Révolution Nationale, puis, l'OAS et tous les ultras de l'Algérie Française, dont Jean-Louis Tixier-Vignancourt et Jean-Marie Le Pen. C'est aussi un mauvais procès rétrospectif engagé contre Jacques Chirac, qui, en particulier au moment des élections régionales de 1998 et 2004, a clairement rejeté la stratégie du « ni-ni », pour prendre ses responsabilités face à l'extrême droite.

Il est vrai qu'entre-temps, en 2002, il a été réélu avec 82 % des suffrages contre Jean-Marie Le Pen, avec le soutien massif de la gauche, appliquant le front républicain. Le front républicain est une méthode qui consiste à s'opposer à l'extrême droite, en l'isolant. Il ne peut être confondu avec le désistement républicain, qui consiste à soutenir ou à fusionner avec la liste arrivée en tête de son propre camp, dans le cadre du clivage républicain droite/gauche.

Cette position stratégique de l'UMP prend sa source dans l'entre-deux-tours des élections législatives de 2012. Elle est désormais théorisée pour mieux accompagner une vraie dérive politique. Cette attitude traduit, à l'évidence, une perte de repères, et un opportunisme électoral complet. Elle introduit une confusion politique et conforte le discours public initié par Nicolas Sarkozy, le 30 juillet 2010, à Grenoble. Ce discours est fondé sur le dangereux amalgame entre insécurité et immigration, le refus de l'autre et le repli identitaire. Il pourfend la no-

tion d'égalité. Au bout du compte, il conduit au rejet de l'égalité des droits, à la justification des discriminations, et donc, à la fin des principes républicains.

La perte malheureuse d'importantes municipalités, lors du deuxième tour des élections municipales par la gauche, ne peut faire oublier l'attitude inqualifiable et dangereuse pour la vie démocratique de l'UMP, pendant cette dernière séquence politique.

La perte malheureuse d'importantes municipalités, lors du deuxième tour des élections municipales par la gauche, ne peut faire oublier l'attitude inqualifiable et dangereuse pour la vie démocratique de l'UMP, pendant cette dernière séquence politique. D'autant que la conquête, par cette formation politique, de nombreuses villes résulte d'abord d'un différentiel de mobilisation entre la droite et la gauche, et non d'un basculement électoral, à son profit. D'autant, surtout, qu'elle s'accompagne d'une banalisation de l'irruption et des thèmes du Front national, dans la vie municipale, avec la conquête d'une douzaine de villes, dont l'UMP porte une responsabilité écrasante, de par sa stratégie et son discours. L'absence de mémoire et l'opportunisme politicien ne peuvent trancher de tout.

« L'UMP ne bénéficie d'aucune adhésion large dans la société, et ses dirigeants le savent parfaitement »



Alain Richard est sénateur-maire de Saint-Ouen-l'Aumône, ancien ministre du gouvernement Jospin, de 1997 à 2002. Il participe de longue date aux réflexions électorales du PS.

Quels sont les enseignements-clés du scrutin des 23 et 30 mars derniers ? Y a-t-il lieu d'évoquer un raz-de-marée bleu ?

Il est très difficile de se livrer à une analyse nationale du scrutin sur le fond, puisque les élections locales obéissent à des variables territoriales qui se nourrissent de situations très différentes. Ce qui est intéressant, comme base de réflexion, ce sont les situations où la gauche et la droite unies se sont confrontées dès le premier tour ; ce sont, toutefois, des exemples assez peu nombreux, présents en particulier dans les petites villes.

Si on regarde ces cas-là, la tendance moyenne est un recul de 6 à 8 points, comparativement à 2008. Cette année-là, le rapport gauche-droite correspondait à un score proche de 52-53 % en faveur de la gauche. Six ans plus tard, le total de la gauche rassemblée se situerait donc autour de 45-46 % des voix, à l'échelle nationale. Ce qui corres-

pond, globalement, à la situation que nous avons connue en 2002 aux élections législatives, plutôt qu'à celle de 1993, où le rapport de force du second tour se situait à un niveau de 59 % contre 41, au bénéfice de la droite.

Mais, comme nous pouvions le redouter, le second tour de ces municipales a été aggravant, d'un triple point de vue : avec, d'abord, une remontée de participation plus élevée à droite qu'à gauche ; ensuite, un fort abaissement du Front national, là où il se maintenait sans chances dans une ville en compétition gauche-droite. Il faut d'ailleurs rendre justice, sur ce point, à Jean-François Copé : il n'y a pas eu d'accords locaux UMP-FN. L'électorat frontiste s'est comporté en force d'opposition sommaire : là où il pouvait évincer des élus de gauche, perçus comme solidaires du pouvoir national, il s'est servi des listes de droite comme un bélier. Nombre de nos amis ont été em-

portés, au deuxième tour, par un transfert des voix frontistes sur le représentant de la droite.

Un troisième élément a pesé sur le sort de ce second tour : les concurrences déclarées entre candidats de gauche, au premier tour. Elles se sont soldées par des échecs parfois cruels. Le maintien de certains d'entre eux a, bien sûr, affaibli la gauche. Mais, même là où il y avait retrait ou même fusion, les séquelles des concurrences gauche-gauche ont été lourdes. Tout cela fait que le solde total est plus sévère qu'à l'issue du premier tour.

La gauche a perdu 151 villes de plus de 10 000 habitants. Ne s'agit-il pas d'un basculement sans précédent dans l'histoire des élections municipales ?

Les événements ne sont pas sans rappeler ceux de 1983, à cette différence près qu'à l'époque la remobilisation du deuxième tour avait été favorable à la gauche. Nous étions davantage, alors, dans le prolongement du grand mouvement de 1981. Malgré une abstention de « dépit » d'un électorat de gauche réfractaire, la volonté de ne pas casser le mouvement historique avait été propice à la préservation d'un certain nombre de villes. Je garde en mémoire, par exemple, la réélection de Jean-Pierre Chevènement, à Belfort, dans une bataille locale homérique. La victoire de François Hollande ne s'analyse pas du tout de la même façon que celle de François Mitterrand, en 1981. Le vote d'adhésion était moins fort, en 2012, et le rejet du sarkozysme a été un facteur-clé. François Hollande a su élargir son soutien, très au-delà des 43,75 % de toutes les gauches au premier tour, rappelons-nous ce chiffre. Il n'est pas étonnant qu'un électorat, qui se situait déjà au-delà de la gauche, nous ait fait faux bond aujourd'hui.

Il faut aussi situer justement le constat de défaite. Ces élections ne se traduisent pas par un effondrement. Un bon nombre de villes qui ne sont pas traditionnellement acquises à la gauche, se maintiennent. À commencer par Metz et Strasbourg, ou encore Rouen ou, bien-sûr, Lyon. Le traumatisme n'en est pas moins fort, bien que différencié géographiquement. Je ne doute pas que le choc politique et psychologique de ces résultats pèsera sur la vie du Parti et de la gauche. Mais, avec 400 villes environ sur 1 000, dans les « plus de 9 000 habitants », et un éventail encore large de capitales régionales et de grandes villes, il reste un socle très consistant. Après le traumatisme, on vérifiera que ce n'est pas un effondrement.

Pourquoi ce basculement, enregistré au profit de la droite, apparaît-il, toutes proportions gardées, plus marquée dans les villes petites et moyennes, que dans les municipalités de plus de 100 000 habitants ?

Je n'ai pas encore d'explication claire sur ce sujet. Quelques tâtonnements pour vous répondre.

La situation diffère naturellement au gré des territoires. Il y a certainement des zones où la population des petites villes ressent plus intensément les conséquences de la crise et de la dépression industrielle des dernières années, où cette perception de déclassement économique angoisse les citoyens et les pousse à chercher une alternative, fût-elle négative.

« On a pu observer une prise de distance de la population issue de l'immigration, à l'égard de notre famille politique. L'émergence de listes citoyennes, associatives ou de quartiers est venue souligner, parfois exploiter, des phénomènes locaux d'usure. »

D'autre part, plusieurs études ont montré le poids d'une aspiration sécuritaire et d'une demande de « tranquillité » - fondée sur l'homogénéité sociale - dans les motivations de ceux qui ont choisi de résider dans les petites villes, plutôt qu'ailleurs. Au moment de la victoire de Nicolas Sarkozy, en 2007, l'indicateur « population » était un marqueur très discriminant : il l'emportait dans un nombre élevé de villes de moins de 10 000 habitants qui, jusqu'alors, avaient voté à gauche. Cette volonté de se protéger et de s'isoler, en vivant à l'écart, a sans doute pesé sur le vote.

Enfin, nous perdons dans des villes petites ou moyennes, dans les banlieues et les périphéries des grandes agglomérations. Malgré les efforts accomplis, en matière de politique de la ville, et la volonté de rétablir les équilibres sociaux, les contradictions, au sein de l'électorat large de la gauche, ont pesé. On a pu observer une prise de distance de la population issue de l'immigration, à l'égard de notre famille politique. L'émergence de listes citoyennes, associatives ou de quartiers est venue souligner, parfois exploiter, des phénomènes locaux d'usure.

Des villes populaires et de longue date tenues par la gauche ont ainsi basculé, à l'heure où le désarroi est la norme et où les challengers, quels qu'ils soient, incarnent, dans l'esprit des électeurs, la nouveauté.

« La composition des listes de gauche et « divers gauche » était souvent très contrastée, avec des composantes critiques très importantes provenant des franges les plus radicales. Cela s'est traduit par des attitudes de sanction aveugle et donc des reports très faibles. Ce n'est pas non plus entièrement nouveau. »

Dans le Puy-de-Dôme, la gauche, qui détenait 14 des 17 communes de plus de 5 000 habitants, n'en contrôle plus que 5 ! Limoges, ville de gauche et bastion de la résistance, depuis 1912, bascule à droite. Doit-on parler de vote sanction ?

Je parlerais plutôt de désaffection, dans la mesure où la tendance à l'abstention se poursuit et qu'elle se manifeste, plus particulièrement, au niveau local. En 2008, les villes que nous avons prises à la droite l'ont souvent été, malgré une confrontation passionnée, avec une participation au deuxième tour limitée à 52 ou 53 %. Dans les zones périurbaines et les banlieues, elle se situait déjà sous la barre des 50 %. Ce phénomène s'est accentué. De nombreux politologues démontrent très bien la poussée de l'abstention, à l'occasion des élections municipales, dans les milieux populaires et les catégories sociales, en mal d'insertion.

Ajoutons que la composition des listes de gauche et « divers gauche » était souvent très contrastée, avec des composantes critiques très importantes provenant des franges les plus radicales. Cela s'est traduit par des attitudes de sanction aveugle et donc des reports très faibles. Ce n'est pas non plus entièrement nouveau.

Le Front national emporte dix villes – Hénil-Beaumont, Beaucaire, Fréjus, Le Pontet, Cogolin, Hayange, Mantes-la-Ville, Villers-Cotterêts, Le Luc, ainsi que Béziers, remportée par Robert Ménard avec le soutien du FN. S'agit-il d'une progression significative ?

Oui. On ne peut faire la comparaison qu'avec les municipales de 1995 où le FN s'était largement déployé, avant la scission des mégrétistes, qui l'a ensuite affaibli. Le FN atteint, cette fois-ci, dans bien des villes, des scores de 1^o tour comparables à ceux qu'il avait obtenus lors de la présidentielle de mai 2012, alors qu'avant, faute de candidats identifiés, il faisait beaucoup moins bien.

Mais, cas différent et plus rare, là où il bénéficiait déjà d'une position solide, il est parvenu à capter à la fois son électorat et une partie de celui de la droite. Le vote utile est devenu celui du FN. Ceci était déjà perceptible aux cantonales de 2011 : en milieu urbain, le parti de Marine Le Pen devançait la droite dans de nombreuses situations, et l'addition des voix, au second tour, était plus favorable aux candidats frontistes que dans le cas de figure contraire.

Cette fois-ci, dans des cas comme Hénil-Beaumont, bien-sûr, mais aussi Mantes-la-Ville, l'électorat de droite, très minoritaire, s'est porté sur le Front national. Ceci était discernable aussi lors du deuxième tour des législatives de 2012 : dans une quarantaine de circonscriptions le FN avait obtenu des résultats qui lui avaient permis de distancer l'UMP et, face à la gauche, il était rejoint par l'essentiel d'un électorat de droite marginalisé.

D'une certaine manière, cette élection municipale dessine le tableau d'un scrutin majoritaire où chaque ville est un peu la représentation d'une circonscription. Donc, suivant la logique majoritaire appliquée à un parti sans alliés, avec un potentiel de 14 à 15 % des voix, le FN obtient 1 % des majorités locales, soit 10 sur 1 000. Cela reste naturellement faible et géographiquement très concentré. Il n'en demeure pas moins vrai que l'exigence d'un front républicain, que pourtant je soutiens, n'est plus portée par l'électorat.

Ce front républicain a-t-il jamais existé, du point de vue de la droite ?

Souvenons-nous des élections cantonales de 1998, qui s'étaient tenues dans la même sé-

quence électorale que les régionales, lesquelles étaient alors à un seul tour. Le vendredi suivant, qui précédait de peu le second tour des cantonales, cinq présidents de région de droite étaient élus avec les voix du FN. Le surlendemain, une part notable de l'électorat de droite, choquée, s'était abstenue, voire s'était portée sur des candidats socialistes, dont au moins une centaine avait été élue, alors que le premier tour ne leur donnait pas de chances.

Depuis lors, la situation a changé et les réflexes ne sont plus du tout les mêmes. Même chez les électeurs de gauche, l'idée que tout candidat de droite doit avoir la préférence sur un candidat FN n'est plus acceptée que par une partie des nôtres.

La gauche ne risque-t-elle pas de perdre le troisième tour de ces élections, celui des communautés d'agglomérations ?

C'est vraisemblable, d'autant que le phénomène majoritaire s'accroît au moment de l'élection des conseillers communautaires. La double réforme territoriale portant sur la représentation démographique des communes dans les conseils d'agglomération - loi de 2010 adoptée par la droite, mais en réalité dictée par la jurisprudence « un homme une voix » du Conseil constitutionnel - et la participation des minorités municipales, parmi les élus, dans ces instances - loi de 2013 adoptée par la gauche - , tend à rééquilibrer les rapports de force politiques.

Certes, dans de nombreux cas, des accords de gouvernance laisseront la place à la représentation de toutes les communes. Mais, beaucoup de changements de présidences vont naturellement se présenter, constatant des retournements de majorité déjà avérés.

Deux cas sont, de ce point de vue emblématiques : la métropole du Grand Paris et le Grand Lyon.

Oui. Pour avoir réfléchi, avec quelques amis, au mode de représentation de la métropole parisienne, j'avais la conviction qu'avec un tel schéma, nous étions très fragiles dans la petite couronne et que la majorité, à gauche, n'était vraiment assurée que par la représentation de la capitale. Comme nous avons perdu une quinzaine de communes de la proche ban-

lieue, dont certaines avaient une forte représentation, le rapport de force ne nous sera pas favorable, malgré le quasi-maintien à Paris.

Qu'est-ce qui justifie, selon vous, l'important différentiel de mobilisation entre l'électorat de droite et l'électorat de gauche ?

Le mouvement d'alternance nous a été favorable, en 2012, sur fond de rejet personnel de Nicolas Sarkozy et des mesures souvent désordonnées prises pour gérer la crise financière qui ont dérouté un nombre élevé d'électeurs qui n'étaient pas engagés à gauche. Bien-sûr, ce mouvement ne joue plus. Or, depuis 2002, le Parti socialiste et la gauche, dans l'opposition, avaient engrangé de nombreux succès électoraux, à l'échelle locale. Nous avons remporté toutes ces élections, pendant 10 ans, avec un potentiel de voix de gauche de l'ordre de 52-53 % - et même 57 aux régionales de 2010. Avec un volant de 45 à 46 % des votes, voire moins au second tour, l'effet inverse est substantiel.

« Le vote des 23 et 30 mars derniers traduit une volonté d'opposition et une lassitude, dans de nombreux cas de figure différents. Pour autant, l'UMP ne bénéficie d'aucune adhésion large dans la société, et ses dirigeants le savent parfaitement. »

On le vérifie, quelques points suffisent à inverser la tendance, et ils peuvent venir simplement de l'abstention, plus marquée dans une tendance que dans l'autre. Nous avons un rendez-vous très important, qu'il ne faudra pas manquer, avec les élections cantonales et régionales de 2015.

Ce « détricotage » du maillage d'élus socialistes peut-il avoir de lourdes conséquences sur les scrutins locaux à venir ?

Je n'en suis pas certain. En 2015, la situation sera différente et le contexte économique aura,

je l'espère, évolué dans le bon sens. Le vote des 23 et 30 mars derniers traduit une volonté d'opposition et une lassitude, dans de nombreux cas de figure différents. Pour autant, l'UMP ne bénéficie d'aucune adhésion large dans la société, et ses dirigeants le savent parfaitement. La seule alternative qu'ils opposent aux mesures difficiles que nous sommes appelés à prendre pour rétablir les comptes publics et la compétitivité du pays, c'est de prendre des mesures plus brutales, au prix d'inégalités gravement accrues. Rappelons-nous leur « contre-budget » de l'automne dernier.

Cela ne provoquera pas, à l'approche de 2017, une franche adhésion. Pis, cette posture encouragera une contre-offensive du Front national, qui insistera sur la proximité d'un certain nombre de solutions appliquées par la gauche et ré-

clamées par la droite, et qui défendra une « alternative » démagogique. Je ne crois donc pas qu'on ait comme seul scénario possible un effet cumulatif 2014-2015.

Un dernier point. Dans le schéma que nous avons adopté pour les élections départementales, la composante locale jouera un rôle déterminant. Dans certains cantons, traditionnellement acquis à la gauche, et où deux ou trois communes importantes ont pu basculer à droite, la variable locale peut servir les desseins de ses candidats. Pas sûr, cependant, que ces nouvelles équipes, pas toujours préparées, parviennent à convaincre les électeurs. La compétition démocratique de 2015 n'est donc pas jouée d'avance. Je ne suis pas convaincu que nous soyons inscrits dans un cycle entièrement négatif.

Les Européennes en ligne de mire

À l'occasion d'une matinée d'étude sur les prochaines élections européennes, tenue le 27 mars dernier, au siège du PS, en présence d'experts et d'élus, Henri Wéber n'a pas manqué de souligner que le thème principal de la campagne socialiste, porterait sur la promotion d'une nouvelle croissance, au sein de l'espace communautaire, différente de celle qui a mené à la crise de 2008. Ainsi, l'énergie, l'innovation verte, l'investissement et la consommation serviront de fil rouge à la séquence électorale qui débute.

Exemple parmi d'autres, l'Allemagne, qui s'apprête à créer un Smic - une première pour un parti conservateur - permettant à ses salariés d'accéder à un revenu horaire minimum, situé dans une fourchette de 4 à 8 €. Avec, pour effet prévisible, une hausse de la consommation, qui aura des effets positifs sur la production et l'investissement, au sein de la zone euro.

Et l'eurodéputé socialiste d'insister sur la nécessité d'évoquer cette Union qui « protège ». En clair, une Europe plus citoyenne devra servir de socle à la campagne, en mettant en avant la directive des travailleurs détachés, les questions de la jeunesse, des services publics protecteurs et du Smic européen (60 % du salaire médian). Le Parti va donc devoir affiner ses argumentaires sur des thèmes consensuels. Parallèlement, il s'emploiera à produire des documents plus conjoncturels.

Risque d'abstention. En écho aux propos d'Henri Wéber, Pascal Perrineau, professeur à l'Institut d'études politiques (IEP), s'est livré à une analyse sans concession de la perception, par les Français, de la campagne, en prenant appui sur une série d'études d'opinion, réalisées récemment, et les résultats du premier tour des élections municipales. Il s'agira, certes, de deux scrutins différents, mais le contexte politique reste identique, concède l'intéressé.

Les résultats des scrutins des 23 et 30 mars derniers se sont traduits par un vote sanction. Il ne faut pas le nier, ni l'éluder. L'autre phénomène marquant est la très forte poussée du FN : le parti de Marine Le Pen se retrouve, de ce point de vue, dans une dynamique électorale et idéologique

très forte, ajoute le politologue. Il gagne sur tous les terrains. À droite comme à gauche, phénomène nouveau. Conséquence de l'abstention ? Sûrement, mais pas uniquement. En tout état de cause, il ne faut pas éluder la question, ni se voiler la face. Il en va de l'avenir de la gauche.

Les sondages effectués en janvier-février préfiguraient déjà une très forte abstention, le phénomène risquant même de s'amplifier. Avec le risque de voir l'électorat de gauche bouder les urnes, selon de récentes études d'opinion.

Quid des élections européennes ? Elles pourraient être la réplique des phénomènes observés lors des municipales, à en croire l'ancien directeur du CEVIPOF. Les sondages effectués en janvier-février préfiguraient déjà une très forte abstention, le phénomène risquant même de s'amplifier. Avec le risque de voir l'électorat de gauche bouder les urnes, selon de récentes études d'opinion. Et Pascal Perrineau d'évoquer plusieurs scénarii qui confortent ce constat : avec une gauche située sous la barre des 40 %, le PS pourrait bien se situer dans une fourchette de 16 à 19 %, contre 8 à 9 % pour le Front de gauche, et 7 à 9 % pour les Verts. À droite, les données sont différentes, avec une UMP, dont le score pourrait atteindre 21 à 22 % des voix, des centristes qui peuvent prétendre à 8 ou 9 % des scrutins exprimés, et un FN qui peut escompter atteindre le seuil record de 20 à 23 % des voix. Ce parti se situerait, alors, devant le PS, et pourrait même devancer l'UMP, estime Pascal Perrineau. Sans compter que la logique de l'élection à la proportionnelle ne fera qu'amplifier le phénomène.

Dispersion. L'étude du vote par catégorie montre que les couches moyennes portent, dans plus de

20 % des cas, leur choix sur le PS. Les autres se situent malheureusement en-dessous de ce seuil, à commencer par les indépendants et les couches populaires, qui se sentent peu concernés par le vote. Ceci vaut, aussi, en région parisienne.

Autre constat qui ne laisse pas d'inquiéter : la dispersion de l'électorat socialiste. Seuls 60 % des électeurs ayant voté pour François Hollande, lors premier tour de l'élection présidentielle, se disent prêts à donner leur quitus à un candidat PS, contre 75 %, en 2009, qui avaient opté pour Ségolène Royal.

Les enquêtes d'entre-deux-tours pointent une vraie colère et des positionnements très durs vis-à-vis du PS, lui-même, dont l'action reste assimilée à celles du gouvernement. Si nous n'entendions pas le message, la réplique électorale sera plus dure encore.

Un mot sur une étude d'Eurobaromètre, datée de l'automne dernier : pour la première fois, les opinions négatives vis-à-vis de l'UE (33 %), l'emportent sur les a priori positifs (31 %). Dans 5 % des cas, l'Union est même rendue responsable de l'austérité. Dans ce domaine, la France se dis-

tingue du reste de la zone euro.

L'avis des électeurs « encartés » ou sympathisants, vis-à-vis de l'UE est, à cet égard, significatif du climat ambiant : jugée positive par une majorité dans les électorsats socialiste, Vert et UDI, celle-ci est, en revanche, perçue négativement – qui s'en étonnera ? – par les proches du Front de Gauche et nourrit l'euro-scepticisme, voire l'europhobie, dans une partie de l'UMP, en droite ligne avec le message véhiculé par certains de ses dirigeants. C'est une tendance lourde et générale, convient l'universitaire. La séquence des municipales n'a, à cet égard, fait qu'amplifier ces phénomènes.

Protection. Les enquêtes d'entre-deux-tours montrent des positionnements critiques vis-à-vis du PS, lui-même, dont l'action est assimilée à celle du gouvernement. Si nous n'entendions pas le message, la réplique électorale serait plus dure encore. Il nous faut donc rester d'autant plus attentifs qu'on se situe dans une perception affective qui amplifie les phénomènes de rejet. D'où la nécessité d'être à l'écoute de notre électorsat et des sympathisants, afin de conduire notre campagne.

Le thème porteur de la campagne qui débute pourrait être la « protection », qu'il convient de décliner sous toutes ses formes. À charge, pour nous, de donner une perspective porteuse d'espoirs. Nul doute, dans ces conditions, qu'il va nous falloir construire notre discours, en partant de la réalité des situations vécues, et non supposées.